

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec



Le présent fichier est une publication en ligne reçue en dépôt légal, convertie en format PDF et archivée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. L'information contenue dans le fichier peut donc être périmée et certains liens externes peuvent être inactifs.

Version visionnée sur le site Internet d'origine le 18 septembre 2009.

Section du dépôt légal

S'informer

 La Commission

- Mandats
- Membres
- Organigramme
- Services
- **Prix Droits et Libertés**

 Communiqués

 Droits de la personne

 Protection des droits
de la jeunesse

 Programmes d'accès à
l'égalité

 Publications

 Bilan - Charte

 Jugements

Explorer

 Guides virtuels

 Sites à découvrir

Se former

 Formation

 Modules en ligne

 Boîte à outils

Accueil ▸ La Commission ▸ Prix Droits et Libertés

 Guides virtuels

Prix Droits et Libertés

Le prix Droits et Libertés est décerné annuellement par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Il constitue la reconnaissance publique d'une réalisation ou d'un engagement exemplaire en matière de défense des droits au Québec.

Le prix peut être décerné :

- à une personne ou à un groupe de personnes ayant fait preuve d'un engagement marqué dans le domaine des droits et libertés de la personne ou des droits de la jeunesse, par une réalisation ou en ensemble d'activités;
- à un organisme ou une personne morale (entreprise ou municipalité, par exemple) dont une réalisation reflète une nette préoccupation face au respect des droits et libertés de la personne ou dont le leadership en la matière mérite d'être cité.

Le prix peut être décerné à une personne à titre posthume.

Le prix est symbolisé par une oeuvre d'un sculpteur du Québec, monsieur Hugues Soucy, et intitulée « Épanouissement ». Le prix est généralement décerné le 10 décembre, soit la date anniversaire de l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* par les Nations Unies.

- Lauréate du prix Droits et Libertés en 2008
- Mentions d'honneur
- Lauréats du prix depuis 1988





Lauréate du prix Droits et Libertés en 2008

L'honorable Juanita Westmoreland-Traoré
juge à la Cour du Québec

À l'occasion de la remise du prix, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a rendu hommage à l'engagement indéfectible de Madame la juge Juanita Westmoreland-Traoré dans la lutte contre la discrimination. Un communiqué retrace les grandes lignes du parcours remarquable de la lauréate.

[Communiqué](#)  (912 Ko)

Textes de lois

- ▣ [Charte des droits et libertés de la personne](#)
 (310 Ko)
- ▣ [Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics](#)
 (20 Ko)
- ▣ [Loi sur la protection de la jeunesse](#)
 (228 Ko)
- ▣ [Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents](#)
 Site externe

■ Lauréats du prix depuis 1988

2007

Monsieur Laurent McCutcheon
pour son engagement dans la défense des droits des minorités sexuelles.

2006

Monsieur André Paradis
pour son engagement dans la défense et la promotion des droits, notamment à titre de directeur général de la Ligue des droits et libertés pendant près de vingt ans

2005

La Coalition pour le maintien dans la communauté (COMACO)
organisme ayant pour mission de promouvoir le maintien dans la communauté des personnes âgées

2004

L'organisme Espace Outaouais
pour son travail de prévention de la violence faite aux enfants

2003

Mme Lorraine Doucet
Responsable du Service Accès Scolaire du Regroupement
pour la trisomie 21

2002

M. François Saillant
Coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain
(FRAPRU)

2001

Père Emmett (Pops) Johns
Créateur et animateur d'organisations d'aide aux jeunes sans-abri

2000

Dans le cadre du 25^e anniversaire de l'adoption, par l'Assemblée nationale du Québec, de la *Charte des droits et libertés* de la personne, la Commission a décerné, en décembre 2000, une édition spéciale du prix Droits et Libertés aux hommes et aux femmes dont la réflexion et l'action ont directement mené à l'élaboration et la mise en œuvre de la Charte. Les lauréates et lauréats de cette édition spéciale du Prix étaient :

Me Jérôme Choquette
Me Jacques Yvan Morin
M. Maurice Champagne (À titre posthume)
Me Paul-André Crépeau
Me Francis Reginald Scott (À titre posthume)
Me Robert Normand
Me Daniel Jacoby

La Commission a rendu hommage aussi aux personnes suivantes, qui ont en commun d'avoir œuvré à la Ligue des droits de l'homme, notamment dans la période pendant laquelle cet organisme s'était fixé la tâche de préparer un projet de Charte :

M. Jean-Louis Roy
M. Léo Cormier (À titre posthume)
Me André Morel
Me Fernand Morin
Mme Monique Rochon
Me René Saint-Louis
Mme Monica Matte
Mme Lisette Gervais (À titre posthume)
Me Jacques Desmarais
Mme Aline Gobeil
Me Jacques Tellier

1999

Association québécoise pour les troubles d'apprentissage (AQETA)

1998

À l'occasion des célébrations entourant le 50^e anniversaire de la Déclaration universelle, la Commission a décerné des prix dans les différentes régions du Québec. Les lauréats et lauréates de ces prix régionaux se sont qualifiés par la suite pour la remise du grand prix.

Les lauréates et lauréats des prix régionaux

Région du Bas-Saint-Laurent

Mme Nikole DuBois
Créatrice du projet « Antidote Monde »
et
Mme Marie-Josée Baril, fondatrice et directrice générale
Maison de quartier de Jonquière

Région de Québec

La Croisée

Région de la Mauricie

Espace Mauricie

Région de l'Estrie

M. Gérard-Pierre Ti-I-Taming
Engagé dans la lutte contre la discrimination raciale

Région de l'Outaouais

Mouvement international Nicolas-Gatineau
et
MM. Yvon Nepveu et Jean-Marie Viola

Région de la Côte-Nord

Association septilienne des loisirs, des sports et de la culture pour personnes
vivant avec un handicap

Région Nord du Québec

M. l'abbé Réjean Roberge (À titre posthume)
Humaniste

Région du Nunavik

M. Zebedee Nungak
Leader de la nation inuite

Région de la Baie-James

M. Ted Moses
Pour son engagement en faveur de la protection des droits des peuples des
premières nations

Région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Mme Marie-Thérèse Forest
Pour son engagement dans la promotion et la défense des droits des femmes

Région Chaudière-Appalaches

Mme Louise Mathieu
Pour son engagement en faveur de l'enfance et de la famille

Région de Laval

M. Raymond Chrétien
Initiateur du projet « Sois branché »
Organisme voué à la prévention de la violence en milieu scolaire

Région de Lanaudière

Le Mouvement des personnes d'abord de Joliette
Organisme œuvrant auprès de personnes vivant avec une déficience
intellectuelle

Région des Laurentides

M. Prudhomme
Fondateur de la Société d'Autisme des Laurentides

Région de la Montérégie

Association des retraités et préretraités de la région de Sorel

Région Centre du Québec

Le groupe Sortie de secours de l'école secondaire Sainte-Marie
de Princeville
Groupe voué à la prévenir de la violence contre des jeunes

Les lauréates du grand prix 1998

Région de Montréal

Mme Martha Bishop
Pour son engagement exceptionnel dans la défense des droits des personnes
atteintes de maladies mentales

Région Abitibi-Témiscamingue

Mme Monique Sioui (À titre posthume)

Pour sa contribution exemplaire à la reconstruction de la santé sociale au sein des communautés autochtones

1997

Mme Lucie Lemieux-Brassard, présidente sortante
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
(COPHAN)

1996

M. André Leclerc, directeur général et fondateur
Kéroul

1995

Comité provincial des malades

1994

Comité Ethnies-Familles
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal

1993

Résidence Yvon-Brunet pour personnes âgées
et
Mme Simonne Monet-Chartrand (À titre postume)
Humaniste

1992

Mme Michèle Rouleau, ex-présidente
Association des femmes autochtones du Québec

1991

M. André Jacob, directeur
Département de travail social de l'Université du Québec à Montréal


1990

Association québécoise des droits des retraité-es et pré-retraité-es

1988

Ligue des droits et libertés

[▲ haut](#)

 **Mentions d'honneur**

2007

Groupe d'élèves du Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke,
pour la réalisation d'un projet scolaire portant sur *l'exploitation du corps de la femme et l'hypersexualisation*

2003

Organisation de la Marche pour la paix, conduite par des enfants, tenue à
Montmagny le 22 mars 2003 et suivie par mille personnes

2002

Cible Famille Brandon
et
AQDR Drummond

2001

M. Camil Bouchard
Professeur et chercheur en psychologie

et
Femmes autochtones du Québec

1999

Réseau Enfants Retour Canada

1997

Le programme d'accès à l'égalité du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM)

et

Mme Thérèse André
Peintre de la tendresse

1992

M. Lucien G. Landry
Président du Conseil général des usagers du CSSMM

et

M. Jean-Yves Vachon
Conseiller aux droits de la personne
Centre de la communauté sourde du Montréal métropolitain

1991

Collège Bois-de-Boulogne



et

Théâtre Parminou

[▲ haut](#)

Pour nous joindre : webmestre@cdpdj.qc.ca

▣ [Coordonnées](#) ▣ [Politique de confidentialité](#)

▣ [Déclaration de services aux citoyens](#)  (58 Kb) ▣ [Plan stratégique 2006-2010](#)  (314 Kb)

▣ [Plan d'action de développement durable 2009-2013](#)  (712 Kb)

Pour publication immédiate

La juge Juanita Westmoreland-Traoré reçoit le prix Droits et Libertés

Montréal, le 12 novembre 2008. – La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse décerne le prix Droits et Libertés à Madame la juge Juanita Westmoreland-Traoré afin de souligner son remarquable parcours et son engagement indéfectible dans la lutte contre la discrimination. Ce prix lui sera remis ce jeudi, à Montréal, lors d'une cérémonie en marge du colloque « Pour une véritable intégration : Droit au travail sans discrimination ».

« La remise du prix Droits et Libertés est l'occasion de souligner l'actualisation de l'idéal humain inspiré par la Déclaration universelle des droits de l'homme dont nous célébrons cette année le 60^e anniversaire. Par son refus constant de l'exclusion et sa recherche de l'équité et de la justice pour tous, M^{me} Westmoreland-Traoré incarne cet idéal de façon exceptionnelle », a déclaré M. Gaétan Cousineau, président de la Commission.

Première personne d'origine africaine à être nommée juge au Québec, M^{me} Westmoreland-Traoré siège, depuis 1999, à la Cour du Québec. Membre du Barreau du Québec (1969) et du Barreau de l'Ontario (1997), elle était spécialisée, avant cette nomination, en droit de l'immigration, de la citoyenneté, des droits de la personne, de la famille et le droit se rapportant aux organismes sans but lucratif.

Parallèlement à des travaux d'enseignement à l'Université de Montréal (1972-1976) et à l'Université du Québec à Montréal (1976-1991), M^{me} Westmoreland-Traoré a porté sa pensée et son action tant dans les milieux communautaires qu'institutionnels. Un rappel, non exhaustif, des organismes qu'elle a dirigés ou auxquels elle a apporté sa collaboration, suffit à démontrer l'ampleur de son engagement et son attachement aux droits et libertés.

Elle a ainsi été membre de la Commission canadienne des droits de la personne (1983-1985), puis première présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec (1985-1990), un organisme qu'elle a su implanter de façon à établir sa pertinence dans le Québec moderne. Elle a ensuite dirigé la Commission de l'équité en matière d'emploi de l'Ontario (1991-1995) et été doyenne de la Faculté de droit de l'Université de Windsor (1996-1999). Pendant la même période, elle a agi comme conseillère des Nations Unies auprès de la Commission de vérité et de justice en Haïti (1995).

Dans le milieu communautaire, elle a participé aux travaux de la Ligue des droits et libertés, du Centre d'information et de documentation sur l'Afrique australe, de la Fondation canadienne des droits, du Fonds d'éducation pour l'Afrique du Sud et de Centraide Montréal.

De plus, M^{me} Westmoreland-Traoré a été membre du panel du Programme de contestation judiciaire du Conseil canadien de développement social et du Comité aviseur national du projet de recherches sur les communautés ethnoculturelles face au sida, et présidente du Comité régional de Montréal du Congrès national des femmes noires du Canada.

Au moment de sa nomination à la Cour du Québec, elle faisait partie du Comité consultatif sur l'éducation sur le contexte social de l'Institut national de la magistrature et du conseil d'administration de l'Institut canadien de l'administration de la justice. Présentement, elle agit comme présidente du Comité sur l'égalité et la diversité de l'Association canadienne des juges des cours provinciales et siège au conseil d'administration du Chapitre canadien de l'Association internationale des femmes juges.

Diplômée du Collège Marianopolis et de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, M^{me} Westmoreland-Traoré est aussi titulaire d'un doctorat d'État en droit public de l'Université de Paris II.

Honorée à plusieurs reprises, elle a été nommée officier de l'Ordre national du Québec et docteur *honoris causa* de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec à Montréal. Médaillée de l'Université de Montréal pour sa contribution aux droits de la personne, elle a également obtenu le prix Alan-Rose pour les droits de la personne, le Jackie Robinson Achievement Award et le prix Les Assises. Cette dernière distinction lui a été octroyée par l'Association du Barreau canadien pour sa contribution exceptionnelle à la promotion de l'égalité dans la communauté juridique au Canada.

À cette liste d'honneurs s'ajoutera désormais le prix Droits et Libertés, qui lui sera décerné le 13 novembre de 16 h 30 à 17 h 30 au Centre Sheraton Montréal Hôtel (1201, boulevard René-Lévesque Ouest, salle Drummond, 3^e étage, Montréal).

– 30 –

Sources : M. Robert Sylvestre
(514) 873-5146 ou 1 800 361-6477, poste 253
M^{me} Diep Truong
(514) 873-5146 ou 1 800 361-6477, poste 358